

Les thèmes des élections fédérales 1999. Quatrième partie, La politique d'asile : faucons et colombes sur pied d'égalité

Autor(en): **Tschanz, Pierre-André**

Objektyp: **Article**

Zeitschrift: **Revue suisse : la revue des Suisses de l'étranger**

Band (Jahr): **26 (1999)**

Heft 2

PDF erstellt am: **14.09.2024**

Persistenter Link: <https://doi.org/10.5169/seals-912670>

Nutzungsbedingungen

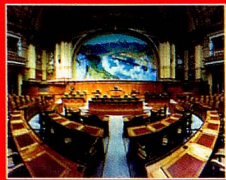
Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.



Les thèmes des élections fédérales 1999 (IV): la politique d'asile

Faucons et colombes sur

Les questions liées à l'asile divisent les Suisses et figurent parmi leurs principaux sujets de préoccupation. Le débat sur ces questions est polarisé depuis un quart de siècle.

On est dans une situation de pat politique», explique le conseiller national argovien Ernst Hasler, démocrate du centre. A droite, les solutions aux problèmes liés à l'asile passent généralement par davantage de

Pierre-André Tschanz

sévérité, des procédures simplifiées et plus rapides, des réductions des prestations d'assistance aux requérants d'asile et un renforcement des gardes-frontières. Au centre et à gauche, on réclame au contraire une intensification de l'aide au développement, une meilleure intégration des réfugiés, l'élargissement des motifs donnant droit à l'asile et une attitude plus charitable.

Les partisans d'une politique musclée

L'Union démocratique du centre fait partie des milieux politiques de droite qui réclament une politique musclée. La Suisse est trop attrayante, sa politique en matière d'asile trop molle, les conditions faites aux requérants trop confortables. A court terme, l'UDC voudrait

*«Notre loi libérale
en matière d'asile a
échoué.»*

RUDOLF KELLER, DS

qu'on mette l'accent sur des mesures d'aide au retour, la lutte contre les passeurs et une surveillance renforcée des frontières (avec le concours de l'armée). A plus long terme, l'UDC appelle de ses vœux – une initiative populaire est en préparation – l'attribution des requérants au premier pays sûr d'entrée,

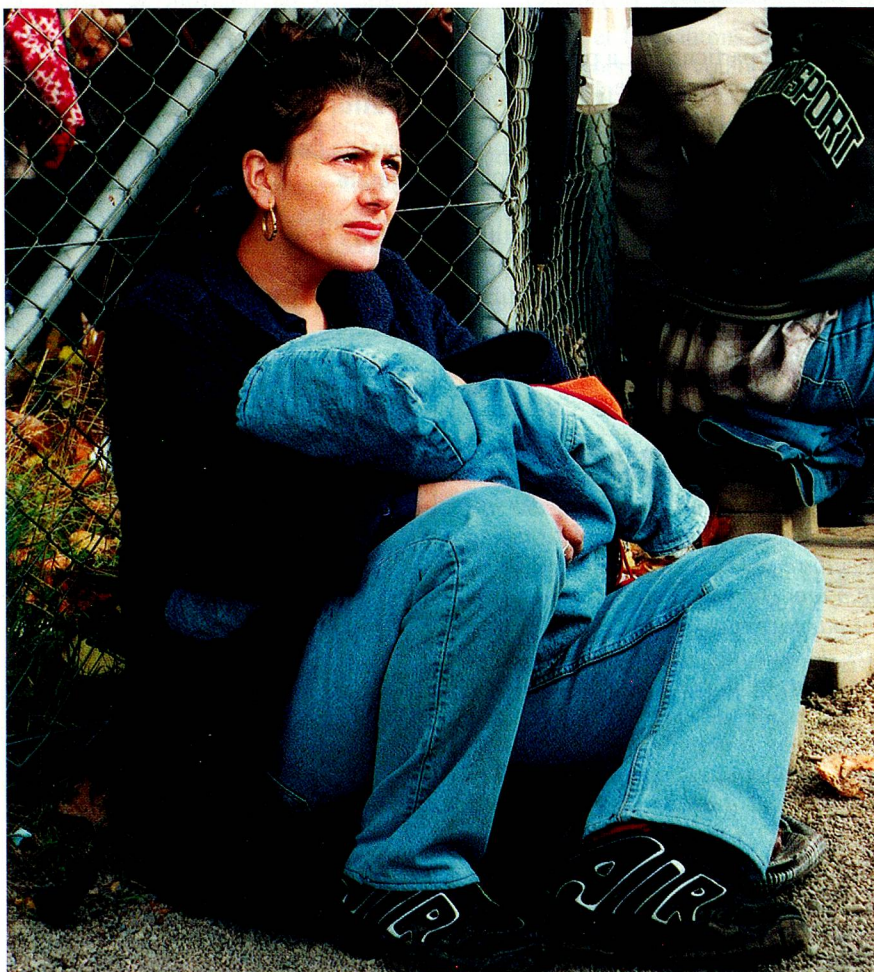
des sanctions contre les compagnies aériennes qui acheminent illégalement des passagers en Suisse, ainsi qu'une diminution des prestations d'assistance aux requérants d'asile, prestations qu'on devrait allouer en nature dans la mesure du possible.

Cette politique a l'appui des Démocrates suisses, qui soutiennent toute démarche visant à renforcer la législation actuelle. «Notre loi libérale en matière d'asile a échoué», explique le conseiller national Rudolf Keller, de Bâle-Campagne, président des Démocrates suisses. Ces derniers se prononcent pour une expulsion plus rapide des personnes dont la demande a été refusée; celles qui séjournent illégalement en Suisse devraient même faire l'objet d'une expulsion immédiate.

Le parti de la liberté – ancien parti des automobilistes – n'y va pas par quatre chemins et réclame rien moins que la fermeture des frontières pour tous les requérants d'asile, jusqu'à liquidation des demandes en suspens. Il se prononce pour l'expulsion de tous ceux qui n'obtiennent pas le statut de réfugié. Quant aux personnes entrées illégalement en Suisse, elles devraient être internées dans des camps militaires, explique le conseiller national bernois Jürg Scherrer. «Il est temps de remettre de l'ordre dans la question de l'asile».

Libéraux à part

«Nous devons sortir des anciens schémas», explique le conseiller national libéral bâlois Christoph Eymann. Son



Une Albanaise du Kosovo attend à l'entrée du centre d'accueil pour réfugiés de Kreuzlingen. (Photo Keystone)

... pied d'égalité

parti veut mettre l'accent sur la prévention des migrations. Il préconise une véritable politique extérieure des réfugiés, comprenant un engagement accru de la coopération au développement, des mesures tarifaires préférentielles en faveur des pays du Sud. Il souhaiterait

«Nous devons sortir des anciens schémas.»

CHRISTOPH EYMANN, PLS

que l'armée suisse puisse agir à l'extérieur des frontières (par exemple en accueillant des réfugiés du Kosovo dans un camp tenu par l'armée suisse à Malte).

PDC et PRD entre faucons et colombes

Quant aux radicaux, ils sont partagés entre maintien de la tradition humanitaire de la Suisse et maîtrise des coûts. La Suisse est trop attrayante, explique le conseiller national valaisan Bernard Comby. Il faut donc réduire les prestations allouées aux requérants. Les radicaux réclament des mesures plus restrictives à la frontière, l'accélération et la simplification des procédures. Aide au retour et lutte contre la criminalité figurent également parmi les priorités des radicaux, de même qu'une harmonisation entre politiques migratoire, étrangère, économique extérieure et du développement et une coopération plus efficace avec l'Union européenne.

«Générosité, mais lucidité et prudence en même temps», ainsi résume la conseillère nationale fribourgeoise Rose-Marie Ducrot la politique des démocrates-chrétiens. Eux aussi entendent maintenir la tradition humanitaire de la Suisse. Les persécutés, les victimes de la violence, de la guerre ou de guerres civiles doivent être accueillis sans restriction. Le PDC s'oppose à une fusion entre politique d'asile et politique migratoire, qui permettrait de fixer des quotas d'admission d'étrangers. Il s'engage en faveur de l'intensification de l'aide sur place (coopération

technique et financière), de la lutte contre les abus, se prononce pour l'intégration des réfugiés reconnus et pour une coordination internationale en matière de politique des réfugiés.

Le courant de la générosité

Plus à gauche, les mesures dissuasives telles que celles visant les requérants sans papiers d'identité se heurtent à une vigoureuse opposition. «Les tours de vis successifs de la politique d'asile ne sont pas la voie adéquate pour résoudre les problèmes», explique la conseillère nationale zurichoise Vreni Hubmann, socialiste. Son premier objectif tient dans le maintien de la tradition humanitaire et le respect de la dignité humaine. Les persécutés politiques, les personnes menacées par la violence, la guerre ou la guerre civile doivent pouvoir bénéficier de l'asile et la Suisse doit reconnaître également comme raison d'asile les motifs spécifiques aux femmes (mutilations génitales par exemple). Les so-

«Il ne faut pas préciser la situation des réfugiés.»

CÉCILE BÜHLMANN, PES

cialistes appellent de leurs vœux une harmonisation internationale des politiques d'asile qui vise une meilleure répartition des réfugiés et des charges. Ils demandent également davantage d'efforts internationaux en vue de combattre les causes des migrations et une politique active de promotion des droits de l'homme.

Côté des écologistes, on s'oppose également aux mesures mises en votation populaire le 13 juin prochain, ainsi qu'à tout renforcement législatif. On ne peut résoudre les problèmes par des lois plus sévères; «il ne faut pas précariser la situation des réfugiés», explique la conseillère nationale lucernoise Cécile

«L'inactivité des réfugiés crée la xénophobie.»

CHRISTIANE JAQUET-BERGER, PdT

Partis politiques: éclairage (IV)

Union démocratique du Centre (UDC)

Sièges au Conseil national: 31
au Conseil des Etats: 7
Président: Ueli Maurer (ZH)
Adresse: case postale
Brückfeldstrasse 18, CH-3000 Berne 26
tél. +41 31 302 58 58, fax +41 31 301 75 85
internet: www.udc.ch
e-mail: gs@udc.ch

L'UDC sur elle-même:

«Une classe moyenne solide est le principal et solide pilier de la stabilité et du bien-être de la Suisse. L'UDC est le représentant de cette classe moyenne que l'on charge de toutes parts. C'est la raison pour laquelle le parti est aussi séduisant pour les Suisses de l'étranger.»

Parti démocrate-chrétien suisse (PDC)

Sièges au Conseil national: 34
au Conseil des Etats: 15
Président: Adalbert Durrer (OW)
Adresse: case postale 5835
Klaraweg 6, CH-3001 Berne
tél. +41 31 352 23 64, fax +41 31 352 24 30
internet: www.pdc.ch
e-mail: info@pdc.ch

Le PDC sur lui-même:

«Le PDC milite, en tant que parti gouvernemental et populaire, pour des solutions qui prennent aussi en compte les minorités. C'est pourquoi, le PDC prend les revendications de la Cinquième Suisse très au sérieux.»

Bühlmann, qui s'afflige de la polarisation du débat. Elle se prononce pour une nouvelle politique migratoire, qui mette l'accent sur l'intégration des personnes qui peuvent travailler. Les critères d'intégration doivent jouer un rôle dans l'octroi des autorisations. Cécile Bühlmann met en exergue trois priorités: maximum de trois mois dans l'interdiction de travailler, procédures rapides et intégration aussi rapide que possible des réfugiés et de leur famille.

Enfin, tout à gauche, la conseillère nationale Christiane Jaquet-Berger, du parti du travail, insiste sur le rôle du développement dans les phénomènes migratoires et souhaite que la Suisse fasse davantage en matière de développement – «elle y a consacré 2 milliards de moins que promis» – d'apaisement des conflits et de bons offices. Elle réclame davantage de bon sens et de charité humaine dans l'examen des demandes d'asile. «L'inactivité des réfugiés crée la xénophobie», explique-t-elle, en demandant qu'on permette aux requérants d'asile de travailler. ■